

*Questions orales*

Sachant que le premier ministre, ce petit génie de l'économie, a rejeté purement et simplement la déclaration des évêques, le vice-premier ministre pourrait-il nous dire exactement en quoi ceux-ci sont dans l'erreur, que ce soit du point de vue de leur analyse de la situation morale ou du point de vue de leurs recommandations en matière économique?

**L'hon. Allan J. MacEachen (vice-premier ministre et secrétaire d'État aux Affaires extérieures):** Madame le Président, il est tout à fait inexact de déclarer que le premier ministre a rejeté purement et simplement la déclaration des évêques. Le gouvernement consacre tous ses efforts et centre ses programmes sur la question de l'emploi. Toute la stratégie économique du gouvernement est axée sur la diminution de l'inflation, ce qui permettra la reprise de l'économie et, ultimement, la création d'emplois et donc la diminution du nombre des chômeurs.

Il y a un lien étroit entre le chômage et l'inflation, comme le ministre de l'Emploi et de l'Immigration vient de le faire remarquer, en ce sens qu'avec la diminution du taux d'inflation, les taux d'intérêt baissent eux aussi et l'économie peut connaître une reprise.

Nous partageons tout à fait l'inquiétude des membres de la Commission des affaires sociales de la Conférence canadienne des évêques catholiques qui se sont dits préoccupés par le problème du chômage, problème auquel le gouvernement s'intéresse depuis déjà un certain temps.

**M. Broadbent:** Madame le Président, il serait bon que le vice-premier ministre lise la déclaration des évêques, car on y descend en flèche le raisonnement qu'il vient de tenir à l'ins-tant.

## LES FONDEMENTS DE LA DÉCLARATION DES ÉVÊQUES

**L'hon. Edward Broadbent (Oshawa):** Madame le Président, j'aimerais poser une autre question qui découle de la déclaration des évêques. Ils soulignent—et ils ont bien pesé leurs mots—que, selon eux, les Canadiens sont plongés dans un désarroi moral. Ils donnent les raisons qui justifient cette affirmation et ils attribuent cet état de fait en partie au gouvernement fédéral.

Compte tenu du fait que les évêques ont souligné que les Canadiens les mieux nantis, soit 20 p. 100 de la population, se partagent plus de 40 p. 100 du revenu total et que le gouvernement ne fait rien pour remédier à la situation et s'en prend plutôt aux retraités et aux prestataires d'allocations familiales, le vice-premier ministre n'estime-t-il pas qu'un aussi mauvais ordre de priorités vient vraiment appuyer l'affirmation des évêques selon laquelle nous sommes plongés dans un désarroi moral? Dans le cas contraire, pourrait-il nous dire pourquoi?

**L'hon. Allan J. MacEachen (vice-premier ministre et secrétaire d'État aux Affaires extérieures):** Madame le Président, il incombe à un ministre de veiller à l'application de la politique gouvernementale et non pas de porter des jugements sur toutes les opinions exprimées par tous les groupes du pays, même s'il s'agit d'un organisme aussi important que la Commission des

affaires sociales de la Conférence canadienne des évêques catholiques.

● (1430)

Les évêques jugent que le Canada et tous les autres pays du monde sont plongés dans un désarroi moral. C'est un jugement qu'ils ont le droit de porter. Je suis persuadé qu'en tant que gouvernement nous avons également le droit de prendre des décisions sur la politique économique que nous croyons être la meilleure pour le pays. Nous sommes prêts à débattre cette politique. En fait, pendant deux ans et demi, à titre de ministre des Finances, j'ai prétendu que pour réduire le taux de chômage au Canada, pour vraiment créer des emplois, nous devons mater l'inflation. C'est là notre politique, politique qui a été suivie par le ministre des Finances et par tous les gouvernements occidentaux que je connais. Tous les gouvernements appartenant au Fonds monétaire international sont d'accord avec notre analyse économique.

Les évêques ont adopté un point de vue tout à fait différent et ils en ont parfaitement le droit. Nous pouvons pour notre part défendre notre politique, comme nous le faisons depuis quelques années déjà. Je pense qu'elle se révélera un succès qui permettra de relancer l'économie plus rapidement que les panacées plutôt dépassées que ces messieurs ont proposées.

**M. Broadbent:** Madame le Président, je tiens à faire remarquer au vice-premier ministre que s'il est vrai que le taux d'inflation a diminué, la situation de l'emploi, bien loin de s'améliorer, s'est au contraire détériorée. Tous les Canadiens, sauf peut-être le vice-premier ministre, le savent.

## ON DEMANDE UN DÉBAT AU SUJET DE LA DÉCLARATION DES ÉVÊQUES

**L'hon. Edward Broadbent (Oshawa):** Madame le Président, puisque le vice-premier ministre a indiqué dans sa réponse qu'il aimerait participer à un débat—et il semblerait que le premier ministre qui n'a jamais participé à un débat économique à la Chambre depuis les élections de 1980 pourrait être d'accord avec lui sur ce point—et puisque les évêques réclament précisément un débat sur les valeurs et sur les remèdes économiques, le vice-premier ministre est-il d'accord pour prendre des mesures permettant la tenue d'un débat à la Chambre aussitôt que le premier ministre sera revenu de son voyage, afin que ce dernier, le chef de l'opposition et moi-même puissions discuter franchement et en profondeur du rapport des évêques?

**L'hon. Allan J. MacEachen (vice-premier ministre et secrétaire d'État aux Affaires extérieures):** Madame le Président, il s'agit d'une drôle de question de la part du député. Nous discutons de ces dossiers à la Chambre depuis le début de cette session. Je dois souligner que chaque fois que nous le faisons, nous devons prolonger le débat. Je me demande donc d'où sort le député pour proposer maintenant de débattre cette question sitôt que le premier ministre sera rentré de voyage?

**M. Broadbent:** Bonne question.